

Source : <https://www.facebook.com/jeanmarc.jancovici/posts/10158809569162281?tn=K-R>

Téléchargement 17 12 2019

28 scientifiques de l'IPBES (Intergovernmental Platform on Biodiversity and Ecosystem Services, équivalent du GIEC pour la biodiversité et les écosystèmes) publient un article très complet dans Science, "Pervasive human-driven decline of life on Earth points to the need for transformative change", en accès libre : <https://science.sciencemag.org/content/366/6471/eaax3100>

Voici le résumé personnel de Nicolas Hainekaess (traduit par ses soins, merci à lui) :

« Résumé des principaux points qui ont retenu mon attention :

- 1) L'état de la biodiversité est alarmant.
- 2) Grosse responsabilité des pays du nord et des multinationales.
- 3) Il faut sortir du paradigme de la croissance.
- 4) Les scénarios du GIEC pour lutter contre le réchauffement climatique nuisent à la biodiversité.

Résumé plus complet (structuré en pyramide inversée) :

♣ Les solutions :

- Les scénarios de l'IPPC visant à limiter le réchauffement planétaire à 1.5 ou 2 degré auront des effets néfastes sur la biodiversité, car ils s'appuient principalement sur des « cultures bioénergétiques » (biomasse pour les biocarburants) et sur la reforestation [à ce sujet, voir l'article de Carbon Brief : <https://www.carbonbrief.org/geoengineering-carries-large-ri...>]. => les auteurs privilégient une solution de régénération et de restauration des « écosystèmes riches en carbone », la réduction des déchets et de la surconsommation plutôt que la plantation massive de monoculture destinées aux bioénergies.
- Les auteurs insistent aussi sur le fait que le changement de régime alimentaire est préférable à l'accroissement de surfaces agricoles pour nourrir la population mondiale.

Les moyens :

- Arriver à de tels changements requiert des réformes des causes indirectes, notamment des innovations dans les structures économiques et politiques ainsi que dans les normes sociales.
- Des transformations de ce bien public global nécessitent : 1) la fin des subventions aux activités nuisible à la biodiversité (comme l'agriculture intensive) ; 2) lutter contre la résistance d'intérêt particuliers, notamment d'acteurs puissants.
- Réformer le système financier et économique global et s'éloigner du paradigme actuel limité de la croissance économique pour récompenser la durabilité et pénaliser les actions, entraînant la détérioration du tissu de la vie.
- Baisse de la consommation et de la production de déchets.

Les responsables :

- La demande pour les « biens matériels » provient principalement des pays du nord et la production des pays à bas revenu. Par ex : 64% des importations mondiales de poisson proviennent des USA, de l'Europe et du Japon, et 59% des exportations proviennent des pays en voie de développement.
- Une poignée d'entreprise transnationale contrôlent plus de 50% de la chaîne de production agricole, de la pêche, de l'exploitation du bois et de l'exploitation minières.
- Des fonds (financiers) passant par des paradis fiscaux soutiennent la plupart de la pêche illégale.
- A contrario : les zones gérés par des « populations indigènes » sont reconnu par les auteurs comme

étant les plus respectueuses des écosystèmes et des biodiversités.

☹ Constat (je ne m'attarde pas trop dessus, je vous recommande les infographies de l'étude comme celle ci-dessous) :

- Depuis 1970 : l'action humaine à altéré directement 70% de la surface terrestre et 66% des océans,
- Le nombre d'espèces invasives à augmenté de 70% depuis 1970,
- La biomasse globale de mammifères représente aujourd'hui 25% de sa masse avant l'extinction de la mégafaune du pléistocène. »

L'image ci-dessous est la figure 2 de l'étude : "Extinction risk and diversity in different taxonomic groups.

Approximate number of described species of animals, plants, and fungi (bar) and the proportion of species that are threatened with extinction (pie charts) in groups that have been globally assessed for the IUCN Red List (54), either comprehensively or (for legumes, monocots, ferns and allies, dragonflies, and reptiles) through a sampled approach. Proportions assume that data deficient species are equally threatened as non-data deficient species. The proportions of data deficient species in each group are mammals, 15%; birds, 0.5%; reptiles, 21%; amphibians, 23%; bony fishes, 12%; sharks and rays, 42%; dragonflies, 35%; cone snails, 14%; crustaceans, 40%; corals, 17%; ferns, 0.4%; cycads, 1%; conifers, 1.2%; monocots, 12.1%; and legumes, 7.9%. The proportions of data deficient species in each realm are terrestrial, 10.7%; freshwater, 20.8%; and marine, 21.9%."

(Publié par Loïc Giaccone)

